**Déclaration des représentants des enseignants au conseil d’administration du lycée Paul Duez du vendredi 25 janvier 2019**

Nous représentants des personnels enseignants, des parents, [des élèves ? des agents ?] ne souhaitons pas siéger lors de ce conseil d’administration du vendredi 25 janvier 2019.

Par cette position, nous souhaitons protester contre les conditions dans lesquelles s’envisage la prochaine rentrée 2019.

Mise en place d’une réforme du lycée à marche forcée, déstabilisation des équipes enseignantes mises en concurrence pour se partager une dotation horaire insuffisante, procédure d’orientation accélérée qui ne laisse pas aux familles et aux jeunes le temps de se construire un projet murement réfléchi, choix de spécialités à l’aveugle alors que les programmes sont à peine publiés, remise en cause des options, des groupes à effectifs réduits, de l’accompagnement personnalisé qui ne sont plus financés et doivent se partager une marge d’autonomie insuffisante, option et mentions européennes dévalorisées dans le nouveau bac et menacées à terme…

Malgré le climat constructif qui a régné dans l’élaboration du TRMD proposé par la direction, force est de constater que, pour offrir des conditions optimales voire parfois juste normales d’enseignement, d’accompagnement et de réussite aux élèves, la dotation allouée à notre établissement ne suffit pas.

Certes, parce que tous, avons d’abord le souci des conditions d’enseignement, des dispositifs d’effectifs réduits en langue ou en sciences, une carte d’options importantes, ont, par exemple, pu être maintenus. Mais cela au prix d’efforts réalisés par toutes les équipes à qui on demande d’accepter des dégradations, des reculs, la fin de dédoublements : Disparition de nombreux dédoublements accompagnement personnalisé globalement sacrifié qui ne permettra plus d’aider, de soutenir ou de proposer un approfondissement à tous, augmentation des effectifs dans certains cours , inquiétude sur les effectifs dans certaines spécialités, impossibilité de répondre à des dédoublements ou des dispositifs cohérents pédagogiquement. Tout cela, parce que le ministère a décidé de supprimer près de 2650 postes d’enseignants et 400 postes d’agents administratifs à la rentrée prochaine. Dans le 2d degré, c’est au moins 287 équivalents temps pleins dans l’Académie (à nouveau la plus sacrifiée) alors que les effectifs d’élèves attendus continuent d’augmenter. A cela s’ajoutent les 38emplois d’agents administratifs. Chez nous, nous ne pouvons accepter ces 5 suppressions de postes envisagées alors que 130 heures supplémentaires devant élèves subsistent.

Tout cela parce que ce gouvernement a décidé d’imposer une réforme du lycée, une réforme du bac, une réforme de l’orientation post bacs sans tenir compte de l’avis des professionnels de terrain que nous sommes. D’ailleurs toutes ces réformes ont été repoussées à une très large majorité par le conseil supérieur de l’éducation, tout comme, tous les nouveaux programmes du lycée.

 Au lieu de s’attacher aux contenus de formation, de faire un diagnostic précis et partag~~é~~ des problèmes du lycée, on a d’abord voulu supprimer des moyens et instaurer la mise en concurrence prétendument source de performance. Les inégalités entre établissements risquent en effet de se creuser fortement, les tensions entre collègues, entre disciplines qui vont devoir adopter une démarche commerciale pour attirer les élèves dans leurs filières, une démarche contraire au service public.

Au sein de l’éducation nationale, la colère est grande. Beaucoup de personnels se sentent méprisés dans leur professionnalité, sous-payés, pressurés pour des métiers de moins en moins attractifs. Cela aura des conséquences pour les élèves. Les enjeux sont clairs : la formation des jeunes de ce pays est-elle encore une priorité ?

Rien dans la dotation allouée à notre établissement ne nous permet de le croire.